

LE CAPITALISME INTELLIGENT ET LES ÉMEUTES DES BANLIEUES DE PARIS

Ana Bazac*

La comparaison entre pays qu'on fait inévitablement quand on voyage aboutit fréquemment à cette idée : « qu'intelligent est le capitalisme dans les pays développés, combien doit on encore apprendre dans les pays en voie de modernisation ». Et si on va de l'aéroport Henri Coanda, de Otopeni, jusqu'à Bucarest, et les nouveaux bâtiments d'industries, hôtels et villas nous donnent l'impression du dynamisme enfin commencé, on se dit : « oui, et que vite on apprend ! ».

Une partie de « l'espace vital » du capitalisme présent est formé justement de cette diversité : chaque lieu, dans les pays plus ou moins arriérés, est à la même fois une provocation pour l'envie de conquérir et une opportunité de développement. La réserve objective principale du capitalisme présent est justement le fait qu'il y a tant des lieux et pays sous-développé et en cours de développement, ainsi tant d'espaces à conquérir et tant d'opportunités de profit. Et comme le capitalisme est un système des relations structurelles, ainsi mondial, l'élargissement et la fortification de ces relations structurelles (à la même fois exploitation, concurrence, relations complexes Centre-Periphérie) augmentent la puissance et la durée du système comme tel. Les nouvelles formes des relations structurelles, et aussi les nouveaux moyens de manipulation des consciences, ne sont pas de nature de changer le système. Plutôt ils mettent en évidence le fait que, avec toutes les nouvelles apparences, le capitalisme ne peut pas être jugé d'une seule vitrine, celle riche et rose ou bien celle pauvre et sombre : les deux vitrines constituent les deux faces du même Janus.

On ne peut pas ignorer une autre réserve du capitalisme : la complexité de la société, le fait que chaque personne appartient aux plusieurs types de collectivités ou agrégations sociales, que cette appartenance se superpose, déchire et uni, à la même fois, les consciences et les actions humaines. Dans cette situation complexe, il y a des appartenances qui ont aussi la fonction de compenser les agrégations qui ne permettent pas le développement de l'être humain, comme la famille et les relations d'amitié et d'amour par exemple, et qui ont aussi la fonction de voiler plus ou moins autres appartenances : la force de l'influence idéologique des appareils dominants se base justement sur cette capacité des appartenances d'être aperçues comme les seules et en tout cas les plus importantes pour la personne, son milieu et la légitimité et le sens de celui-ci.

Mais en tout cas l'intelligence du capitalisme avancé est à admirer et copier : certains peuvent le dire que si tout le monde, ou la majorité, dans les pays en voie de développement serait contente de la qualité des choses qu'on doit acheter et utiliser et de l'image d'une vie qui peut en général être satisfaite dans le cadre social donné, beaucoup des grognes, protestations, guerres et désordres désespérés n'auraient pas eu lieu.

L'intelligence politique, parce que de cette espèce d'intelligence s'agit-il ici, est celle des gens qui dirigent et celle « du système ». On ne peut pas superposer les deux intelligences, même si on est tenté de le faire. L'intelligence « du système » dépend évidemment de celle des politiciens et cette dépendance, facile à comprendre, conduit fréquemment aux propositions comme : « c'est à cause de...X qu'on est tourné si mal » ou « si...X saurait... ».

Mais la plus grande intelligence politique est celle « du système ». Celui-ci peut sacrifier des politiciens qui ne se sont relevés tant intelligents qu'ils auraient dû l'être, peut perdre pour le moment pour gagner encore du temps dans le future, peut, et le fait bien, soulager des situations ou accentuer la misère, donner ici, fouetter là, user la philanthropie, inciter la haine, obscurcir la raison et les consciences, agiter les drapeaux des valeurs morales, se servir de la voile du langage et des suppositions tacites, faire la guerre et faire la paix. Complices ne sont pas seulement les politiciens, les dirigeants vus ou invisibles de la grande économie, mais aussi les clercs de l'idéologie et les grands ou petits bénéficiaires du *statu quo* : « le présent, qui construit le bien de nos proches, est plus important que n'importe quel buts sacres pour l'humanité ».

Si on le dit brièvement, les vieux adages de Juvenal, « *panem et circenses* », et du père d'Alexandre Macédoine, « *divide et impera* », synthétisent l'intelligence du n'importe quel système basé sur la domination.

La confusion et la direction des consciences vers un état confus constituent donc l'autre aspect, inséparable, de l'intelligence politique. C'est aussi la réserve subjective du capitalisme présent. Concernant les grandes différences mentionnées là-haut, la théorie *mainstream* qui anesthésie les consciences - et pas seulement dans des pays comme la Roumanie - est la suivante: que par le développement en soi, c'est-à-dire par le développement encadré par des relations capitalistes, on peut dépasser tous les maux, et qu'après le Purgatoire suivront des « années grasses », et pas seulement sept. Les grandes différences mentionnées là-haut, mais aussi l'opposition des petits capitaux nationales face à la concurrence internationale, génèrent aussi la théorie perverse qui satellite la théorie *prédominante*: que le mal est donné par la globalisation comme tel, et pas par la globalisation capitaliste (ou caractère capitaliste de la mondialisation présente), et ainsi que la solution serait en arrière, impossible et réactionnaire, vers un illusoire état de bien « d'antan ». Le jeu de ces deux théories dominantes constitue une partie de l'intelligence « du système » et on peut admirer la savante médiation de ce jeu et de cette intelligence.

Mais, en dehors de ça, l'intelligence politique implique la science de la *gouvernance*, dans tous les domaines et évidemment dans les pays comme tels et au niveau mondial. Résoudre les problèmes quotidiens, la survie, la bonne survie, la sûreté et l'ordre social qui seul permet le rêve de transcender celui-ci vers un état plus humain ; réaliser un consensus entre le management privé et le management public ; avoir des sujets assez individualistes pour ne pas poser des questions radicales et assez solidaires pour compenser l'injustice structurelle ; maintenir la flamme de la citoyenneté, mais tranquilliser l'inhérente direction de celle-ci. Le principal moyen de la persistance de se système est justement l'intelligence de cette capacité de gouvernance.

L'entière histoire de la domination, et spécialement du capitalisme, montre que la gouvernance, l'établissement de l'ordre social ainsi que de moins les aspects techniques permettent que la vie quotidienne soit vécue, est le cœur des moyens de la domination : la politique en est seulement le moyen.

Si l'intelligence politique consiste concrètement dans la science de *management*, de bien conduire son système afin qu'il puisse durer et la direction puisse se légitimer justement en donnant l'impression qu'il « se débrouille », l'essence du management politique est la capacité de *prévenir*.

Cette capacité c'est développé, en fonction de la puissance économique du pays – et évidemment en fonction de la place dans l'économie mondiale, de la qualité de pays Centre et/riche ou périphérique -, et se développe tout d'abord par le fait que l'état assume, en collaboration avec des ONG spécialisées, des fonctions sociales envers les catégories et les problèmes « spéciaux », comme la protection et l'assistance sociale de l'enfant, les adoptions, les familles monoparentales, les bénéficiaires du revenu minimum, la marginalisation et les marginalisés, les personnes aux besoins spéciaux, les âgés et les âgés seuls. Ces fonctions veulent former le côté « neutre » de l'organisation sociale et politique. À tout cela s'ajoute la bonne qualité des choses disponibles pour les gens communs.

Mais même avec la bonne tradition des aspects mentionnés les problèmes sociaux s'agrandissent et quelque fois explosent.

Une solution est toujours perfectionner les aspects ponctuels, concernant surtout les plus explosifs. C'est la *stratégie de raccommorder*, parce que, surtout à cause des fonds nécessaires, on se focalise sur les plus ardues questions en laissant les autres pour plus tard.

Comme on l'a vu, ce n'est pas du tout suffisant.

Évidemment la gouvernance n'est et n'a pas été dépendante seulement du *savoir faire* politique d'apprendre le compromis pour le maintien de l'ordre : les conditions historiques et l'étape du capitalisme furent le cadre du « *know how* » politique. Par exemple, si c'est clair que le fascisme d'il y a plus de 60 ans n'a pas été le seul moyen de maintenir l'ordre de la domination – et de ce point de vue le fascisme apparaisse comme pas du tout nécessaire, même plutôt endommageant – on sait en même temps qu'il a été déterminé par des causes concernant le mécanisme du système.

L'intelligence politique de survie, du système et de la classe politique comme telle, est antagoniste aux intérêts du capital : si la première demande un modèle de développement plus juste¹ – pour être plus durable, c'est-à-dire pour maintenir la paix sociale -, les seconds exigent seulement que les raisons du capital soient réalisés.

On pourrait dire que plus ou moins vite ces raisons deviennent plus sages : comme dans l'Angleterre d'Engels où les fabricants ont appris que c'était moins cher d'accorder temps de repos aux ouvriers et de les mieux payer que de perdre par les grèves². Cette sagesse du capital, et du capitalisme, a été démontrée par la période d'après guerre de « l'état providence », l'état social des pays occidentaux. Même avec le commerce international et l'export du capital, les relations entre les détenteurs du capital et la force de travail étaient *nationales* : on exportait des produits faits par la force de travail nationale. C'est pour cette raison que les syndicats étaient si efficaces : si leur pression pour des droits sociaux ne menaient aux résultats évidents, *hic et nunc* et toujours sur le compte de la pire exploitation dans d'autres pays, on faisait de la grève.

¹ Basé, par exemple, sur la taxation progressive, qui n'est désirable par les couches dirigeantes dans les pays en voie de développement, mais qui paraît être nécessaire pour ceux qui sentent la responsabilité pour le système comme tel, voir Sixtine Léon-Dufour, « La Banque Mondiale s'inquiète de la poussée des inégalités en Chine », *Le Figaro*, électronique, 4 novembre 2005. Mais on ne doit pas ignorer que les recommandations à visée sociale viennent toujours après une bonne période dans laquelle les couches dirigeantes internes et le capital international ont réussi à accumuler plus qu'ils n'auraient pu songer dans le cadre du capitalisme libéral qui a développé « l'état providence » après la deuxième guerre mondiale.

² Voir Engels, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre...*, 1845, et sa préface de 1892.

Pour écarter cela mais aussi à cause du développement des forces productives et de la concurrence, le capital est devenu transnational. La délocalisation et les relations directes avec la force de travail affamée de tout le monde détruit la bonne pression d'antan pour qu'on se vende mieux dans les cadres nationaux.

Le capital transnational est devenu et devient ainsi plus puissant que jamais fut le capital. Son intelligence consiste justement dans l'usage des moyens permis par la transnationalisation des relations entre lui, ce capital, et la force de travail *mondiale*. Et, comme la logique de la concurrence et des rapports avec la force de travail mènent inévitablement à la transnationalisation, même la plus acharnée opposition des certains capitaux, plus ou moins nationaux, contre les autres n'arrête pas ce nouveau type de soumission de la force de travail. L'affrontement des capitaux et de leurs représentants politiques, accompagnés par un tsunami permanent des théories qui légitiment les différentes positions, ne conduit pas du tout à alléger les conditions de leurs sujets, au contraire.

De cette situation découle la conclusion simple : si le capital est, et devient de plus en plus, transnational et puissant, l'opposition efficace ne peut plus rester seulement dans les cadres de l'État-nation, elle nécessite aussi la transnationalisation.

Dans nos jours : 1. Il y a déjà, ou bien se forment en vitesse, les conditions objectives – l'immense productivité par la révolution de la science et de la technique – pour que la force de travail ne soit plus contrainte par l'exploitation ; 2. La force de travail, les *ordinary people*, sont déjà capables d'être compétents, d'aimer leur travail, de conduire eux-mêmes et de développer la logique « technique » du travail ; 3. Si la direction serve ainsi la domination, étant une direction politique, demandée par les intérêts politiques (et pas par la logique technique du travail), le résultat se montre tragique : les guerres, la pauvreté, le gaspillage de tant des vies, le sens de l'existence qu'on cherche par tant des mystifications et qu'on ne trouve pas.

Oui, il y a, dans cette situation mondiale de *crise du système*, donc de *transition*, un immense danger : celui du retardement de la conscience transnationale de la force de travail face à la vitesse de la crise et de la constitution des conditions objectives mentionnées.

Et justement pour que le capitalisme gagne du temps, celui-ci doit être ralenti : les violences de type *anarchiste* et *terroriste*³, sont de nature de freiner la conscience de l'opposition *d'essence* entre les couches dominantes et les masses dominées. Les discussions autour du « l'ordre » et l'idée de la « crise du modèle laïque de la politique identitaire », induite dans une bonne partie des médias, du moins dans les pays comme la Roumanie, ont justement la finalité de ralentir le rythme historique, de mener la transnationalisation du capital dans l'atmosphère de la soumission encadrée par des illusions liées à l'État-nation et à l'identité religieuse de celui-ci et du peuple.

Évidemment qu'on ne doit pas ignorer que la quête ardente de l'identité nationale ou religieuse d'aujourd'hui, si soutenue par ceux qui se focalisent sur ces aspects de la culture justement pour détourner l'attention des problèmes économiques, n'est pas du tout sans importance pour l'appartenance et la conscience de l'identité des gens. Mais ce qui est important dans la compréhension de ces problèmes est que ni le social et économique ni le culturel ne se couvre réciproquement. Mais, si la gauche historique a eu la tendance de

³ Même si les deux types de violence ne sont pas équivalents, on peut voir leur proximité: les deux „prennent pour cible le monopole d'État de la violence”, Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'heure de la mondialisation* (2002), Flammarion, 2003, p. 40.

négliger le culturel face aux problèmes économiques, la droite, qui domine, prouve même aujourd'hui son désir de substituer la discussion sur les causes économiques et sociales avec celles liées au religieux et ethnicité.

Que signifient les violences des nouveaux « Misérables » du Paris? Le chômage, deux fois plus grand que dans le reste du pays, la pauvreté, l'échec scolaire, une discrimination tacite et souterraine et le sentiment d'exclusion, le refus de la discipline – parce que l'ordre établi ne les a pas enseigné à l'apprécier – sont les causes des manifestations imprévues de la fin d'octobre et le commencement du novembre 2005. Le fait que l'étincelle fut suivie d'une vague de violences, contagieuse dans différentes villes et qui aurait pu devenir un tsunami a montré la profondeur des causes sociales mentionnées par tous, dans l'héroïque esprit sociologiste français que la tendance idéologique prédominante du présent répudie plus ou moins silencieusement. On ne doit pas oublier que la constitution de la modernité en France, ce qui a formé le modèle politique français de civisme et confrontation, a mis en évidence justement les contradictions du système moderne, en avertissant que le peuple se lève quand ses demandes historiques de Liberté, Égalité, Fraternité sont ignorées. (Ce modèle contient aussi, plus ou moins en sourdine, la légitimité de cette action de changer ses représentants.)

Les conditions sociales ont conduit évidemment aux profils psychologiques spéciaux : « on ne peut pas s'entendre avec eux », c'est-à-dire il y a une incongruité des valeurs professées par « la société » et les jeunes défavorisés. Mais n'oublions pas que le malheur, la souffrance déterminent qu'on devienne méchant et l'accumulation de la souffrance conduit aux situations dans lesquelles les repères du comportement changent. De quel point /seuil de souffrance sont les transformations du comportement irréversibles ? Peut-on simplement qualifier comme extérieurs et légitimement éloigner les gens qui se comportent comme après des souffrances et frustrations profondes ? « On doit les aider chez eux, dans leurs pays » disent assez des gens, mais y a-t-il quelqu'un qui croit honnêtement que ça pourra se passer quand l'aide leur donné dans des pays riches s'est avéré si insuffisant ?

De nouveau l'organisation sociale se relève irrationnelle et prodigue : elle détériore pour qu'elle répare après, ici et là, quelques zones trop noires et dangereuses. Pas seulement l'électoratisme s'interpose entre la matière sauvage qu'on doit transformer en êtres humains et les projets éducationnels : *l'allocation capitaliste des ressources* mine ces projets comme les ceux concernant l'entière trajectoire de la vie des jeunes qui n'ont comme destin que de vendre, précairement, leur force.

Ceci est la motivation que, si *l'état d'urgence* n'est qu'une mesure autoritaire, qui transgresse les droits des citoyens et annule la raison d'être de l'État moderne, cette mesure comme telle ne résout pas les problèmes, ne substitue pas *l'allocation capitaliste des ressources* et ne met fin aux grands mécontentements. Mais *elle vient de la logique du système*, spécialement à notre époque, elle impose la fin des mouvements, pour la préservation du système, elle incite à la haine et elle prépare des plus grandes contraintes. Et, comme les couches dirigeantes ont toujours appris d'autres émeutes qui se sont passé, elles apprendront aussi de ces émeutes-ci, après ce qu'ils seront vaincu, comme s'est passé avec tous les émeutes de l'histoire.

On devait évidemment stopper les mouvements anarchistes des jeunes défavorisés. Parce que ces mouvements ne peuvent pas vaincre et seulement pervertissent les objectifs généraux et de gauche qu'on croit qu'ils représentent. Pour cette raison certains partis et gens de gauche ont approuvé l'état d'urgence. Mais si à ce moment-là ces gens et partis ont pu dire

qu'ils ont été mis devant le fait accompli, leur comportement avant et après les émeutes est de nature d'être mis sous le réflecteur de la critique. Mais, en même temps, croit-on sérieusement que les émeutes aurions pu être stoppés tout simplement, sans donner un certain cadre pour que les policiers peuvent défendre les biens particuliers comme les voitures et si dans les départements gouvernés par la droite la manifestation de la citoyenneté et les collectivités *ad hoc* de citoyens pour la défense des biens publics n'est pas du tout agréée ? De plus, pourquoi serait un niveau supérieur de violence, comme l'état d'urgence, moins légitime (dans la logique du système) que la violence ordinaire, qu'on a accepté à toute ou mi-voix dans tout le monde et concernant tout le monde ? L'état d'urgence est seulement la continuation de la violence d'État, à laquelle ont contribué tant d'esprits chancelants.

Comment peut on imaginer que les jeunes pauvres des lieux discriminés n'allaient ils pas se comporter comme des vandales, détruisant des symboles mais aussi le bien des gens comme eux, quand le modèle de réalisation humaine leur offerte, les *success stories*, sont les exceptions qu'on les sait ? Parce que tout le monde ne sait pas chanter, jouer du football et pénétrer dans le monde de *show business*, ils ont choisi, en dehors de l'évasion plus ou moins nocive, la rébellion, la destruction.

Une situation limite de protestation aliénée, une révolte absolue, réalisée par la volonté de détruire ce qu'on peut synthétiser par l'expression « l'esprit petit bourgeois », de détruire la propriété « petite bourgeoise » – à laquelle les jeunes défavorisés n'auront jamais touché – et l'esprit ennemi de l'État, une manifestation *anarchiste*, où le but de protester a obscurci la conscience des résultats estimés, sont les caractéristiques des émeutes des jeunes. Pas seulement parce qu'il avait lieu la destruction des établissements publics, utilisés par les prolétaires et où travaillaient des prolétaires, mais aussi parce qu'un résultat inhérent et qu'on aurait pu prévoir est, ou serait possible, la montée du racisme et de l'extrême droite. Est-ce qu'ils l'ont voulu? Vraisemblablement non, mais qu'importe un peu plus d'extrémisme face à l'extrémisme de leur vie, auront ils pu se dire.

Les quelques provocations délibérées⁴ des policiers, dépassés par la haine transmise par les flammes des incendies et les moqueries criées par les jeunes surexcités, n'ont pas montré seulement l'attitude de la petite bourgeoisie, vexée dans son esprit de propriété et ordre, mais plutôt le danger de l'oubli de la civilisation démocratique même par les porteurs de cette civilisation : les jeunes et les policiers sont victimes des mêmes relations sociales.

Les jeunes défavorisés représentent la plus aliénée forme des prolétaires qui vivent dans un pays riche comme la France. Mais justement pour cette raison, ils ne jouent pas le rôle des paysans qui se sont révolté au Moyen Age. Ceux-là étaient la classe dominée et exploitée comme telle, mais les jeunes des banlieues sont seulement une couche, poussée souvent à la condition de *lumpen* et agissant d'une manière perverse contre la classe de quelle elle fait partie.

En quoi consiste l'anarchisme des jeunes? C'est l'appel aux sentiments généreux, sur le fondement des situations réelles d'exclusion, comme justification de leur type de proteste et de manque d'alternative, c'est la destruction comme leur seule proposition, c'est le manque d'alliés parmi les prolétaires disciplinés, c'est la violence contre l'ordre établi sans contre-indiquer, dans une construction théorique consistante, comment ferait-on une société sans violence, sont les élément qui donnent le contenu de l'anarchisme. On doit ajouter aussi que

⁴ Antoine Lerougetel, *Eyewitness to Paris riots charges police with deliberate provocation*, 5 November 2005, <http://www.wsws.org>

la sauvagerie des événements limite fortifie l'aveuglement des prolétaires « privilégiés » face à la domination et à leur propre situation dominée.

Mais cet anarchisme, et ainsi le comportement des jeunes, sont la preuve de l'insuffisance du développement de la gauche, sont le résultat de la *crise persistante de la gauche dans nos jours*. La confusion, le désir de s'entremêler au pouvoir, le retard théorique accentué par la chute du stalinisme, la peur de la bureaucratie de la gauche d'être regardé comme acteur non respectable dans la démocratie, l'image de la solidarité internationale en partant du propre pays vers cette solidarité (au lieu de partir de l'intérêt du prolétariat mondial face au capital mondial), ont conduit aux toutes les dérives politicoïdes qu'on connaît bel et bien.

L'anarchisme du présent a une histoire. Non, il n'est pas simplement le rêve des intellectuels idéalistes. Dès les jours de la première Internationale, de Marx, l'anarchisme a été le signe de la contradiction entre le besoin de transformer le capitalisme, même seulement vers un état plus sociale, et, d'autre part, l'inexistence des conditions objectives nécessaires pour cette transformation : une partie de la classe ouvrière de la première révolution industrielle et une partie de la petite bourgeoisie ont manifesté sans profit leur impatience manquée de fondement théorique.

Au temps de Lénine, les mêmes ont tenté de donner des coups à l'esprit d'une révolution qui ne pouvait que moderniser au galop un pays arriéré, c'est-à-dire faire aussi un état social et enflammer l'esprit des gens avec les valeurs de l'égalité sociale et de la dignité de tous : justement les anarchistes ont affaibli /ont voulu affaiblir la discipline et la force des prolétaires idéalistes. L'inhérent caractère staliniste de la révolution et du système issu d'elle ne donne pas raison aux anarchistes : dans ce temps-là on ne pouvait faire que stalinisme ou bien, et plus tard, un capitalisme social où les sociaux-démocrates ont pressé et co-participé pour des acquisitions sociales « dans un pays » et sur le compte d'une plus acerbe exploitation du reste du monde. L'opposition des anarchistes n'a pas diminué le stalinisme mais a induit plus de confusion et de faiblesse dans les forces liées au progrès social.

La position du l'anarchisme est la même aujourd'hui : il critique, évidemment, l'état des choses, mais il propose les mêmes confusions qu'auparavant. L'anarchisme ne s'allie pas sérieusement avec les forces de gauche, n'importe quelles soient celles-ci, mais sa position fortifie la droite : elle induit le désespoir des gens face à l'impression d'utopie qu'elle dessine aux objectifs de la gauche.

Les jeunes de Paris ont été des anarchistes « sans le savoir ». Mais leur démarche a été justement ce qui était nécessaire pour *renforcer le modèle néolibérale*, en France et ainsi « partout dans le monde ». Parce que les mutineries sont des arguments dans l'affrontement des deux philosophies politiques : l'une – celle de la confiance dans l'universalité des droits de l'homme, dans la laïcité et dans le civisme social, et l'autre – celle qui propage la restriction de ceux-ci, l'accentuation de la « spirale du silence » et d'une certaine avancée dans un nouveau Moyen Age des relations entre l'individu et la société.

Cette deuxième philosophie politique est liée avec le niveau actuel du capitalisme, mais que deviendra la France qui mettra sourdine aux valeurs de la Liberté, Égalité, Fraternité, des Droits de l'Homme et du Citoyen⁵ ? On peut penser, sans être partisan de la

⁵ „La perception des inégalités sociales présuppose des normes d'égalité”, Ulrich Beck, *ibidem*, p. 73.

théorie de la conspiration, que la forme de la révolte des jeunes parisiens a été justement ce qui manquait pour fouetter le modèle social français et imposer, comme partout d'ailleurs, le modèle du « l'autoritarisme démocratique » et du démantèlement de l'état social⁶. Tout le sens du vote contre la Constitution européenne qui voulait légiférer la réduction de l'état social et l'amplification des mesures policières, comme toute l'influence de ce vote ont été anéanti par la forme de la révolte des jeunes parisiens.

En essayant de légitimer le changement de la politique française vers un plus accentué type de politique réactive contre l'opposition sociale, certains, aussi en Roumanie, ont dit que la cause principale des phénomènes de violence dans les banlieues de Paris a été justement le fait que les valeurs de l'universalité et égalité citoyenne sauraient insuffisantes et plus faibles que celles de préservation de la différence, du spécif religieux : « les valeurs universelles ont échouées ». Mais, regardant dans l'histoire, justement ces valeurs ont prouvé leur force : et, au fond, les violences des jeunes ne se sont pas dirigé contre l'espace d'humanité ouvert par ces valeurs mais justement contre la réduction de cet espace. *C'est le caractère contradictoire de la politique* (pas seulement française), *et pas les valeurs de l'universalité, qui a causé la révolte, pas contre ces valeurs mais contre les moyens contradictoires de leur réalisation*. Les jeunes des banlieues parisiennes ont montré le fait que ces valeurs deviennent vides de contenu si la politique qui réalise, par des objectifs matériels, sociaux et culturels, ce contenu devient de plus en plus faible⁷. Ces valeurs universelles clamées ont été accompagnées par une espèce de « ghettoïsation »⁸, par le chômage et le manque de sens de la vie dans une société polarisée – même si au niveau d'un pays riche et développé – et bouleversé par tous les phénomènes d'aliénation. Le remède est donc l'effacement de ces phénomènes, et pas leur accentuation, y inclus par l'intermède du « soin pour la sanction » et du « soin pour la liberté religieuse ».

Ce n'est pas au nom des revendications identitaires et communautaires que les jeunes ont montré leur révolte : même si, appuyées sur la théorie multi culturaliste, aux Pays Bas et en Angleterre les instances religieuses communautaristes ont joué l'important rôle d'absorber beaucoup des mécontentements des couches défavorisées, il n'y a moins d'aliénation et de motives de révolte dans ces pays.

Mais l'intelligence politique, résultat des essais et d'erreurs comme n'importe quelle intelligence, consiste aussi à imposer un rythme, c'est-à-dire une stratégie, qui ne provoque pas et contrôle la puissance des contre-pressions. Les violences des jeunes défavorisés ont enseigné la classe politique de fortifier le discours type « État providence », en prenant certaines mesures comme l'indemnité des possesseurs des voitures incendiées et le reconditionnement des logements dans les banlieues défavorisées, et le discours démocratique, en punissant les policiers qui ont enfreint la lois dans leurs comportement

⁶ Antoine Lerougetel, *France: l'état d'urgence intensifie les attaques contre les droits des jeunes et des travailleurs*, le 10 novembre 2005, <http://www.wsws.org>

⁷ André Grjebine, « Violences urbaines, l'engrenage des crispations », *Le Figaro*, électronique, 9 novembre 2005.

⁸ On ne doit pas penser seulement aux grands buildings des banlieues françaises: la situation des jeunes défavorisés en Angleterre est la même, avec toutes les différences surtout après les émeutes d'il y a 20 ans à Brixton et Tottenham. (Voir le système « welfare to work », où les indemnités des chômeurs sont réduites pour que le travail soit plus attrayant, mais où les inégalités se sont stabilisées.) Et évidemment il ne s'agit pas seulement des jeunes des anciennes colonies: même si un jeune français trouve peut-être plus facilement du travail, les problèmes économiques et sociaux des jeunes de la même classe sont les mêmes.

envers les jeunes, mais aussi en prenant des mesures contre la discrimination. Propices aux gens défavorisés, à la société, mais aussi aux politiciens et au système, ces discours et mesures ont une base contradictoire et, inévitablement, une évolution contradictoire. Jusqu'à quel point peuvent ces mesures se développer ?

Comment peut la France développer son modèle social étant intégrée dans l'économie mondiale, basée sur la compétition dépendante de l'abaissement du prix de la force de travail ? Ou bien elle le fera ou bien la France ne sera plus celle France-là qu'on a été habitué de la savoir. La situation de la France est ainsi liée avec celle de l'Europe, et « une autre Europe, sociale » n'est pas, en dernière instance, possible sans la réalisation d'un « autre monde ». Évidemment que le courant dominant en France, et partout d'ailleurs, ne pourra pas être opposé à la globalisation comme telle (seulement à la compétition faite par d'autres), mais il consistera justement dans la stratégie d'utilisation intelligente des contraintes et des bonus encadrés par les règles du capitalisme mondial en crise du système et ainsi en transition.

Le type de réponse du gouvernement français, comme celui des tous les gouvernements du présent, est ainsi plutôt basé sur « la liberté par rapport à la peur » : « on vous donnera évidemment quelque chose, mais vous devez apprendre que c'est mieux de se taire et de rester tranquille, parce qu'en aucun cas vous n'obtiendrez plus en vous révoltant »⁹. L'idée d'expulser les récalcitrants, même les plus sauvages, s'ils sont citoyens français ou pas, est inscrite dans cette logique. Au lieu de prévenir et de construire, actions coûteuses et de longue durée certainement mais légitimant justement le rôle des instances organisatrices de la cohésion sociale, ces instances reconnaissent leur faillite, laissent des êtres humains proie à une plus profonde échéance et veulent instaurer les règles dures d'une jongle dans laquelle seulement en acceptant son ordre on peut survivre.

Mais l'intelligence politique a consisté, avant la riposte d'après la révolte des jeunes, dans le discours qui mette face à face les désespérés qui ne peuvent laisser comme héritage que leur destin et qui, contrairement aux rêves de Marcuse de la génération 1968, ne sont eux ceux capables de transformer positivement la société et, d'autre part, ceux qui partagent les valeurs de la petite bourgeoisie, et il y a tant des prolétaires qui le font.

De cette contre position découle l'élément essentiel du discours officiel post-émeute : de maintenir l'ordre social tel quel¹⁰.

La nécessité d'« ordre et fermeté » est liée avec la nécessité de baisser les acquisitions sociales : en vainquant l'esprit de révolte, qui s'est avéré si horrible et indigne de respectabilité, le gouvernement et en général le politique ont et auront la légitimité d'imposer l'ordre et les gens seront paralysés devant le fort courant prédominant. Sur le fond que, même si le prestige des institutions d'ordre n'est pas trop élevé, leur fonction a été faite d'être ressentie comme nécessaire.

⁹ On voit cette stratégie dans les négociations occasionnées par les grèves: celles-ci commencent, les leaders de syndicats négocient acharnement, il y a, de moins en Roumanie, plusieurs rondes et finalement on n'optient pas ce qu'on a demandé comme salaires mais des sommes accordées pour les programmes de réforme.

¹⁰ De ce point de vue, la norme est et sera accompagnée par la force, tout a fait à l'inverse que Zaki Laïdi a décrit comme « l'énigme de la puissance européenne », voir *La norme sans la force. L'énigme de la puissance européenne*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 2005.

Toutefois, à cause de la tradition française de pression démocratique d'en bas pour les droits sociaux et évidemment à cause de l'opposition du capital français contre une mondialisation d'inspiration néolibérale accentuée qui la mettrait dans une position économique plus faible et qui éroderait la crédibilité du capitalisme, les représentants français de celui-ci se sont opposés contre la dissolution rapide de « l'État providence »¹¹. Cette opposition va de ensemble avec l'opposition contre l'unilateralisme dans la politique mondiale : pour cette raison l'opposition de l'état français contre la guerre en Iraq n'est pas si conséquente comme certains aiment croire.

Enfin ici, l'intelligence politique consiste aussi dans le processus d'évaluation des sentiments politiques de la population, dans l'adéquation et la capacité de corriger le discours politique et aussi dans le changement des positions des leaders. Si Dominique de Villepin se révèle un meilleur politicien représentatif pour le consensus social, la fermeté de Sarkozy (« mais il est un excellent ministre d'affaires internes ») a imposé à la majorité des Français, désireux de mettre fin aux émeutes.

L'enjeu de l'intelligence politique sera de naviguer entre la recette « consumerisme, basé sur la croissance réalisée par l'usage des règles du jeu, et fermeté, pour ne pas dire autoritarisme » et le maintien des droits et acquis sociaux, y inclus la liberté de manifester et promouvoir la paix. Pour cette raison, la fin des émeutes n'est que provisoire et plutôt le commencement d'une politique plus difficile que jusqu'à maintenant.

Pourtant, la possible tournure prochaine de la politique française vers « le nouvel ordre » est d'une importance cardinale pour l'Europe, le monde et, permettez-moi d'accentuer, pour les pays en voie de développement, comme la Roumanie. Tout simplement parce que la fortification du néolibéralisme par la capitulation de l'état social en France aura des conséquences plus graves dans des pays pauvres où les couches dirigeantes, avec l'aide de la bureaucratie politique de « gauche », ont détruit la capacité de pensée contestataire rationaliste et d'organisation contestataire rationaliste. Ainsi la tournure de la politique française amplifiera plutôt l'offre absurde et ridicule de la « gauche » arriérée qui, comme en Roumanie, contre pose à la globalisation néolibérale le contre modèle du capitalisme « national ».

Les violences et leurs conséquences ont le but de nier l'esprit de la France libre, le mieux porté par l'esprit de Paris, cité des Lumières et des révolutions.

Les violences et leurs conséquences ont le but de mettre sous question le modèle pacifique de solutionner les problèmes internationaux, n'importe que contradictoire soit-il.

Les violences et leurs conséquences ont le but de mettre sous question même la « globalisation » européenne face aux politiques identitaires nationalistes, et aussi le modèle laïque et civique de résoudre l'intégration dans les états et dans l'Europe.

¹¹ Voir Jacques Chirac, *Press Conference*, Hampton Court, 27 octobre 2005, et: „Chirac gegen den Rest der EU”, *Handelsblatt*, 27 oct.; „EU-Gipfel : Chirac droht bei WTO-Verhandlungen mit Veto”, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 27.oct.; „Hampton Court : EU-Gipfel sucht Wege aus der Finanzkrise” et „Agrarstreit in der EU : Frankreich droht mit Blockade der WTO-Verhandlungen”, *Der Spiegel*, 27 oct., Address to the French, by M. Jacques Chirac, President of the Republic, 14 Novemver 2005, http://www.ambafrance-uk.org/article.php3?id_=6568

On doit aussi lier la pression des sanctions contre les violences des jeunes défavorisés de Paris avec la pression, à l'échelle mondiale, de la « lutte contre le terrorisme » : c'est la même détermination d'imposer la même manière de traiter les causes profondes de toutes les oppositions, perverses ou pas, et d'imposer des règles sévères contre toute opposition, perverse ou pas. La menace avec les violences possibles est ainsi consubstantielle avec la menace avec la terreur exceptionnelle des terroristes « informels » : la terreur des États, instruments des forces du capital, qui génère la mort silencieuse et la destruction de tant des vies aliénées, est forcée à devenir acceptable et l'alternative à la terreur *supplémentaire* des terroristes. Pour imposer le silence de l'opposition, « l'urgence » des menaces fortifie l'État policier et les règles policières dans la politique mondiale. *Vae victis !*

Les événements anarchistes propagés des banlieues de Paris ont été relativement faciles à stopper. Du point de vue psychologique et idéologique ils n'ont que la finalité de frapper l'esprit combatif et d'induire la résignation et le sentiment de soumission : « entre deux maux... ». D'autre part, la gouvernance capitaliste de la France et d'ailleurs va apprendre et intégrer les moyens de prévenir et de mieux contrôler l'opposition. Beaucoup d'eau va couler encore sur la Seine et les autres rivières jusqu'à ce que les gens iront saisir que les politiciens ne résolvent pas les problèmes pas parce qu'ils ne sont pas compétents comme personnes ou ils sont corrompus – même ces aspects sont liés avec les relations structurelles du système – mais justement parce que la logique du capitalisme, et surtout dans cette étape de crise de système, ne le permet pas. C'est seulement cette logique même qui développera les contradictions, les contraintes, la polarisation sociale même dans des pays riches, qui feront évidentes les solutions et la nécessité d'un *réseau mondial cohérent de la gauche*. La logique du capitalisme est et sera fortifiée par le modèle du capitalisme bureaucratique, plein de corruption et de formalisme cachant la tendance de l'autoritarisme réel des pays comme la Roumanie. Les esprits libéraux et de la gauche critique de ces pays rêvent de rattraper le capitalisme des pays riches et le modèle de Max Weber, si opposé au bureaucratisme « oriental ». Mais si le contrôle sur la société dans ces pays est si efficace – l'esprit de l'émeute n'est pas du tout spécifique aux jeunes de la Roumanie¹² - pourquoi ne pas permettre un peu de corruption, du clientélisme politique et beaucoup d'obscurantisme dans le modèle général du capitalisme présent ? En laissant à part la plaisanterie, les deux modèles, celui du capitalisme occidental et celui du capitalisme retardé, s'entremêleront « pour la gloire » du système.

Est-ce que la gauche mondiale est préparée pour déterminer l'effondrement de la mondialisation capitaliste et surtout pour la changer par la mondialisation non capitaliste, qui est nécessaire et relativement possible du point de vue des conditions objectives même si elle n'est pas encore possible du point de vue des conditions subjectives de cette transformation ? La chose la plus importante est la conscience lucide, et pas euphorique, sur l'étape présente et aussi sur la crise de la gauche mondiale dans toutes ses formes. D'ici ne vient pas seulement la capacité de critiquer le capitalisme mais aussi la pensée critique sur la gauche même et sur les moyens par lesquels celle-ci soit réellement efficace. C'est trop insuffisant de songer que la théorie de la gauche se construira dans le rythme de l'approfondissement des contradictions. C'est possible d'assumer les situations sociales et de refuser l'aventure politique, c'est-à-dire d'assumer la gouvernance, si on fait au même temps la critique du

¹² Ils sont sages : comme l'a montré une recherche récente, même si 83% désirent un logement, 81% - un boulot et 73 % - indépendance financière, voir *Gandul*, le 2 novembre 2005, dans la même majorité ils ne sont pas intéressés par la politique et remplissent leur temps libre avec la télévision. (Dans le même journal et numéro, un financier a dévoilé que plus de 40% de la population de la Roumanie vit dans des conditions spécifiques au 19-^{ème} siècle.)

caractère inévitablement partiel et contradictoire de cette gouvernance et si on tire les conséquences des analyses de la société, du temps et de l'histoire de la gauche. En définitif, qu'est-ce qu'elle peut faire d'autre chose, la gauche responsable ? Si les révoltes anarchistes issues des banlieues parisiennes sont des blâmes pour l'organisation sociale qui les a nourri, le futur, ouvert, mettra en balance à l'échelle mondiale, la vieille formule : *socialisme ou barbarie*.

* Professeur de philosophie sociale et science politique à l'Université Polytechnique Bucarest
Roumanie